

ALGÉRIE

Attachement à l'Union du Maghreb Arabe

Le Ministre algérien chargé des Affaires du Maghreb et de l'Afrique a rejeté la thèse du gel de l'UMA. Il estime que les divergences existant entre le Maroc et l'Algérie ne peuvent en aucun cas compromettre l'avenir d'un rêve qui remonte à 65 ans.

L'Algérie reste très attachée à l'Union du Maghreb arabe (UMA), a déclaré le Ministre algérien chargé des Affaires du Maghreb et de l'Afrique, Abdelkader Messahel, lors d'un entretien télévisé, le 21 juin dernier. Ardent défenseur de cette institution maghrébine, il a soutenu que pour tous les pays de la région, l'adhésion au projet du Président français Nicolas Sarkozy d'Union Méditerranéenne ne peut en aucun cas signer l'arrêt de mort d'un rêve vieux de 65 ans.

Les propos de M. Messahel faisaient suite à un mini-sommet organisé le 10 juin à Tripoli, au cours duquel les responsables politiques tunisiens, marocains, algériens, mauritaniens et libyens s'étaient rassemblés pour discuter de cette initiative française et d'autres questions régionales. A l'issue de cette rencontre, le Congrès Général des Partis Politiques et des Organisations du Maghreb a publié une déclaration soulignant la nécessité de faire avancer l'Union du Maghreb Arabe par le biais de stratégies de développement économique et sociale conjointes. Les participants ont également appelé de leurs vœux la libre circulation des personnes et des biens, ainsi que l'échange de services entre les pays de l'UMA.

"Que cela soit clair : nous croyons à l'Union du Maghreb et nous désirons l'améliorer et la relancer afin qu'elle soit en mesure d'aborder les défis communs auxquels nous sommes appelés à faire face", a déclaré M. Messahel à la chaîne ENTV de la télévision publique. Il a refusé de parler d'un gel de l'UMA. Les actes, a-t-il

ajouté, montrent qu'elle reste plus que jamais vivante.

"En matière de ressources en eau, les cinq pays concernés ont une stratégie commune de lutte contre la désertification. Les consultations n'ont jamais cessé entre les ministres et les experts du Maghreb", en a-t-il voulu pour preuve. "La semaine dernière s'est tenue à Alger une conférence des Ministres maghrébins de l'Environnement. Une autre regroupant les Ministres de l'Énergie est en cours de préparation. Idem pour les secteurs de l'éducation et de la culture. Cela est extrêmement important."

En réponse à une question concernant les relations entre l'Algérie et le Maroc, M. Messahel les a qualifiées de "bonnes", affirmant que l'annulation en 2005 d'une visite d'Ahmed Ouyahia, alors chef du gouvernement algérien, et le litige qui s'était fait jour sur la question du Sahara lors des cérémonies du 50ème anniversaire de la Déclaration de Tanger ne devaient en aucun cas être interprétées comme brisant les espoirs d'avenir de l'UMA.

Le ministre a également tenu à rappeler aux téléspectateurs que le Maroc est le premier partenaire commercial de l'Algérie en Afrique, avec un volume d'échange estimé à 570 millions de dollars, devant la Tunisie, avec 420 millions, la Libye avec 4 millions, et la Mauritanie avec 3 millions.

Pour l'économiste Arslane Chikaoui, l'économie est le meilleur moyen de parvenir à l'intégration du Maghreb. "L'ère de la composition géostratégique est révolue. Aujourd'hui, le monde se repositionne selon



Les fondateurs de l'UMA, lors de la signature du traité de Marrakech en février 1989
De gauche à droite: Chadli Ben Jdid (Algérie), Kaddafi (Libye), Ben Ali (Tunisie), Ould Taya (Mauritanie) et Hassan II (Maroc)

des axes géoéconomiques. La sous région du Grand Maghreb ne saurait échapper à ce principe", a-t-il déclaré à Magharebia.

Le développement de la région ne peut se poursuivre sans une libre circulation des capitaux, des personnes et des biens. Selon cet expert, cela repose sur le règlement des différends entre l'Algérie et le Maroc.

"Il est impératif que ces deux pays règlent leurs différends", a déclaré M. Chikaoui, "afin que le développement de la région puisse partir du bon pied."

En dépit de la fermeture de la frontière

terrestre séparant les deux pays, a expliqué Abdelkader Messahel, quelque 550.000 touristes algériens se sont rendus au Maroc en 2007.

Sur ce dernier point, le ministre algérien n'a fixé aucun calendrier pour la réouverture de la frontière. Il s'est contenté de rappeler qu'il y avait des raisons "objectives" à cette fermeture : "L'Algérie a choisi de traiter cette question dans un cadre plus général." (...)

Source: magharebia.com
Achira Mammeri pour Magharebia

AU SUJET DU MAGHREB

Le Maghreb couvre une superficie d'environ trois millions de km² partagés entre le bassin méditerranéen et les régions sahariennes. Le désert du Sahara recouvre la majeure partie de son territoire. La population d'environ 83 millions d'habitants [1] est de ce fait très inégalement répartie et concentrée principalement sur les plaines littorales. La région dispose en outre d'importantes ressources naturelles minières (phosphates et fer) et énergétiques (gaz naturel et pétrole).

Le Maghreb forme depuis plus d'un millénaire une unité géographique, linguistique et religieuse. Il possède en effet une forte identité qui le distingue par rapport aux mondes arabo-musulman et africain du fait de son relatif isolement par rapport à celui-ci et de l'importance de l'élément berbère dans sa culture[2]. Bien qu'éloignés l'un par rapport à l'autre, le Maghreb et le Machrek sont toutefois particulièrement liés par la langue arabe et la culture islamique. Carrefour d'influences diver-

ses, son histoire contemporaine est marquée par la colonisation française, espagnole et italienne mais aussi par sa proximité avec l'Europe de l'Ouest.

Avec une population de 83 millions d'habitants, la région maghrébine a réalisé, à fin 2007, un Produit Intérieur Brut (PIB) cumulé de plus de 303 milliards de dollars, soit environ 3 650 de dollars par habitant, a révélé Abdellatif Jouahri, gouverneur de Bank Al-Maghrib, banque centrale du Maroc.

Dans un exposé intitulé "Système Financier Maghrébin: réalités et perspectives", cité jeudi par l'agence de presse marocaine MAP, M. Jouahri a précisé que le Maghreb a enregistré, au titre de la même année, un taux moyen de croissance d'environ 4,3% et ses réserves en devise ont totalisé quelque 220 milliards de dollars.

S'agissant du taux d'inflation, M. Jouahri a noté que celui-ci s'est établi à 6,1%. Au-delà de l'inflation, il y a la question du



chômage qui constitue l'autre principale source de préoccupation dans la région, a expliqué M. Jouahri, rappelant que le taux de chômage moyen du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie a été de 11, 3% en 2007.

Concernant le commerce intermaghrébin, M. Jouahri a indiqué qu'il a représenté

environ 5 milliards de dollars à prix courants en 2006, alors qu'au cours de la même année, le commerce des cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) avec le reste du monde a avoisiné 192 milliards de dollars.

Sources: MAP, Jeune Afrique, Wikipedia.